



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

balance commerciale

Question au Gouvernement n° 3532

Texte de la question

CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

M. le président. La parole est à M. Olivier Dassault, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Olivier Dassault. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur.

Au premier semestre 2011, le déficit de notre balance commerciale a atteint 37,5 milliards d'euros, soit plus des deux tiers du déficit constaté en 2010. À ce rythme, il pourrait atteindre 70, voire 75 milliards d'euros avant la fin de l'année. Du manque de productivité aux conséquences d'un euro fort, les causes ont été largement analysées. Longtemps, nous avons beaucoup misé sur ce que l'on appelle les "grands contrats". Bien sûr, Airbus ou le TGV sont nos fiertés. Bien sûr, nous admirons les réussites de nos grands groupes, dans la construction, l'énergie, le recyclage, l'ingénierie, les technologies de pointe, la mode, la création ou l'agriculture. Ils associent l'image de la France à l'idée de la qualité, de l'innovation, de la recherche et du savoir-faire. Mais, leurs clients d'hier sont devenus leurs concurrents d'aujourd'hui. (*"Ah !" sur les bancs du groupe GDR.*) Heureusement, derrière eux, se cachent des entreprises, petites, moyennes ou de taille intermédiaire, et des artisans. En tout, ils sont 94 800 ! Devançant les remarques de la Cour des comptes, vous avez pris les choses en main depuis votre arrivée et je sais que vous menez de front tous les chantiers, qu'il s'agisse de la réforme d'Ubifrance, de l'assurance-crédit, ou de l'adoption de la directive européenne sur la réciprocité d'accès aux marchés, un sujet sensible et crucial, notamment vis-à-vis de la Chine et des pays émergents. Il s'agit tout simplement de remettre au goût du jour une forme noble et légitime de patriotisme économique pour que la France retrouve la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre dans la compétition internationale.

Quelles mesures comptez-vous mettre en oeuvre, monsieur le secrétaire d'État, pour soutenir le développement international de nos PME...

M. Henri Emmanuelli. Enfin des propositions !

M. Olivier Dassault. ...leur permettre de se porter sur des marchés nouveaux ou servir d'éclaireurs pour ouvrir des débouchés commerciaux ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur.

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État chargé du commerce extérieur*. Monsieur Dassault, en tant que rapporteur spécial chargé du commerce extérieur, vous savez parfaitement que le problème de la France ne se situe pas au niveau de la demande mondiale, qui ne cesse de croître, surtout parmi les pays émergents, mais au niveau de l'offre et de son organisation. Mieux identifier nos PME, les renforcer, les accompagner à l'export : tels sont les points sur lesquels nous travaillons. Les mesures structurantes telles que le crédit impôt-recherche, la création d'OSEO, la banque des PME, et la création et le renforcement d'Ubifrance permettent de répondre à ce besoin. Je suis en train d'y ajouter des guichets uniques à l'export dans chaque région en liaison avec les présidents de région et avec les présidents des chambres régionales de commerce et d'industrie. Ces efforts commencent à donner quelques résultats puisque nous avons noté, l'an dernier, une augmentation de 3 % du nombre de PME à l'export et une progression des nouveaux exportateurs de 10 %. Avec le Président de la République et le Premier ministre, nous travaillons sans relâche aux grands contrats. La semaine dernière, j'ai accompagné le Président à Tanger pour inaugurer le premier TGV du monde arabe. La semaine prochaine, je me rendrai en Libye à la tête d'une importante délégation d'entreprises pour contribuer à la reconstruction d'un

pays que nous avons aidé à se libérer.

M. Richard Mallié. Très bien !

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État*. Nous travaillons aussi inlassablement, vous l'avez évoqué, au renforcement des moyens de défense de l'Union. Nous ne pouvons pas être les seuls ouverts, alors que d'autres multiplient les obstacles au libre-échange. Nous attendons, depuis deux ans, une directive sur la réciprocité de l'accès aux marchés publics, que nous avons demandée.

Mesdames, messieurs les députés, la route est longue. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Chacun aura compris que le sujet de la réindustrialisation de la France est important et, contrairement à la gauche, nos syndicats ont reconnu l'écart de compétitivité avec l'Allemagne ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) La réponse n'est ni l'indignation ni la démondialisation : elle exige de regarder en face cet écart de compétitivité ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Dassault](#)

Circonscription : Oise (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3532

Rubrique : Commerce extérieur

Ministère interrogé : Commerce extérieur

Ministère attributaire : Commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 octobre 2011